



Infos Gaza 666 bis

Les habitants de Gaza toujours bloqués à la frontière avec l'Égypte mercredi 17 juillet 2013

Rami Almeghari : « Nous avons passé environ quatre jours dans un couloir de trois mètres de large et dix mètres de long à l'aéroport international du Caire. Le lundi, quand j'ai enfin pu partir pour

la Tunisie, il y avait des dizaines de personnes bloquées comme moi, dont deux familles avec des enfants, qui voulaient retourner à Gaza »

Nous sommes des milliers à avoir été affectés par l'interdiction imposée par l'Égypte aux Palestiniens de traverser le pays pour retourner à Gaza, l'Égypte étant la seule voie d'accès pour la majorité des habitants du territoire assiégé.

Le passage de Rafah, à la frontière entre l'Égypte et Gaza, situé à six heures de route de l'aéroport du Caire, est le principal débouché vers le monde extérieur pour près de 1,7 million d'habitants de Gaza en raison du blocus terrestre, maritime et aérien imposé par Israël.

L'Égypte a verrouillé le passage de Rafah après l'éviction par l'armée du président élu Mohammed Morsi, le 3 juillet, bloquant ainsi des milliers de Palestiniens à l'étranger.

Après le bouclage de Rafah, l'Égypte a commencé à expulser les habitants de Gaza au fur et à mesure et de refuser l'embarquement aux détenteurs de passeports de l'Autorité palestinienne, sur les vols à destination du Caire. Yousef Aljamal, un contributeur à The Electronic Intifada, était parmi ceux expulsés après avoir débarqué au Caire en provenance de Malaisie la semaine dernière, sur le chemin du retour vers Gaza. Aljamal a rapporté avoir vu des dizaines d'autres Palestiniens expulsés vers l'Algérie, la Jordanie, le Pakistan, le Canada et la Malaisie. - Vous pouvez consulter cet article en entier à :

<http://electronicintifada.net/conte...> Traduction : Info-Palestine.eu - Naguib

Bande de Gaza : sans les tunnels et sans l'aide internationale, la société palestinienne s'effondrera

Une délégation de la plateforme des 27 ONG françaises pour la Palestine, s'est rendue dans la bande de Gaza en Juin dernier. L'enfermement et la pauvreté sont partout présents

Seulement trois points de passage avec le monde extérieur : L'enfermement est partout présent créé par l'absolu contrôle israélien sur toutes les frontières (*). Les drones, les avions de chasse et les navires qui patrouillent sur la mer et dans le ciel palestinien. L'existence de seulement trois points de passage avec le monde extérieur, très aléatoires et dont un seul pour les marchandises, impose l'économie des tunnels au Sud. Ceux-ci permettent, non sans risques pour des vies humaines, l'entrée de tous les biens interdits par Israël pour des raisons sécuritaires. En résulte une économie parallèle avec son cortège de corruption, de taxes arbitraires perçues par les Autorité du Hamas et d'un enrichissement personnel pour certains. Trois fois plus de matériaux de construction passe par les tunnels que par le passage officiel entre la bande de Gaza et Israël. La fermeture régulière et aléatoire des tunnels à cause, par

exemple, des problèmes politiques que connaît l’Egypte, entraînent l’étouffement de toute la vie économique, le ratatouillage de la reconstruction et la pénurie d’énergie. La bande de Gaza est amputée d’une « zone tampon » le long de la frontière avec Israël, avec les milliers d’arbres déracinés, des réservoirs d’eau détruits, une terre arasée. Les agriculteurs subissent régulièrement les tirs des soldats israéliens et ne peuvent accéder à leur terre. La bande de Gaza c’est aussi la mer, espace de liberté théorique mais surtout ressources confisquées avec une zone de pêche limitée par Israël en général à 5,50 kilomètres, avec l’objectif clair de nuire : quand la saison de la pêche est finie, les Autorités israéliennes étendent la zone à 11 kilomètres

80 % de la population, dépend de l’aide internationale. 45 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (dont 30 % dans une situation de « pauvreté absolue »). C’est le chômage pour 35 % des habitants, l’absence de sécurité alimentaire pour 57 %. Tout cela conduit plus de 80 % de la population à dépendre de l’aide humanitaire. L’accès à l’eau est problématique. Elle est non potable à 90 %. 90.000 M³ d’eaux usées, non traitées, car les usines de retraitement ont été détruites, sont déversés dans la mer chaque jour. La nappe phréatique, à force de surexploitation, sera irrémédiablement inutilisable en 2020. L’électricité est coupée toutes les 8 heures, imposant l’usage de générateurs extrêmement polluants. Ceci modifie la vie des Palestiniens dans la bande de Gaza qui adaptent leurs activités aux moments « éclairés » et pose des problèmes de santé. Les projections sanitaires sont inquiétantes alors qu’il faudrait doubler la production électrique d’ici 2020, selon une étude du bureau de coordination des Nations Unies à Jérusalem. Quant aux écoles 85 % aujourd’hui fonctionnent par tranches de demi journées faute de locaux suffisants parce qu’Israël bloque le matériel de construction. Il faudra près de 500 écoles supplémentaires en 2020. Pour les ONG qui structurent la Société civile, la bande de Gaza est dans une situation extrêmement instable. Sans les tunnels et l’aide internationale (même si sa pertinence peut être mise en cause) l’ensemble des services s’effondrerait. A Gaza, même s’il n’y a pas de véritable crise humanitaire, l’occupation et le blocus israélien créent une « situation d’urgence chronique »

(*) même si le passage entre l’Egypte et la bande de Gaza n’est plus géré par Israël, ce dernier exerce un contrôle indirect car seuls les Palestiniens inscrits au registre de la population sous contrôle israélien, détenteurs d’une carte d’identité de Gaza, approuvée par Israël, peuvent traverser le point de passage vers l’Egypte

Membres de la plateforme - AFPS – ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE- ; AJPF – ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES JUMELAGES ENTRE VILLES DE FRANCE ET CAMPS PALESTINIENS ; AMANI ; AURDIP – ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES POUR LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL EN PALESTINE ; CBSP – COMITE DE BIENFAISANCE ET DE SECOURS AUX PALESTINIENS ; CCFD-TERRE SOLIDAIRE – COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT ; CEDETIM ; CEMEA – CENTRES D’ENTRAINEMENT AUX METHODES D’EDUCATION ACTIVE ; CICUP – COLLECTIF INTERUNIVERSITAIRE POUR LA COOPERATION AVEC LES UNIVERSITES PALESTINIENNES ; CIMAD ; COMITE GAZA JERUSALEM MEDITERRANEE ; CVPR-PO – COMITE DE VIGILANCE POUR UNE PAIX REELLE AU PROCHE-ORIENT ; ERM-SERVICES – ENFANCE RESEAU MONDE /SERVICES ; FEDERATION ARTISANS DU MONDE ; FSGT – FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL ; GENERATION PALESTINE ; GREF – GROUPEMENT DES RETRAITES ET EDUCATEURS SANS FRONTIERE ; LDH – LIGUE DES DROITS DE L’HOMME ; LIFPL – LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTE ; MIR – MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA RECONCILIATION ; MRAP – MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L’AMITIE ENTRE LES PEUPLES ; MOUVEMENT DE LA PAIX ; PAX CHRISTI ; SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS France ; SIDI – SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L’INVESTISSEMENT ; TDH – TERRE DES HOMMES France ; - UJFP – UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX.

